

Qui a peur des algorithmes ?

La rédaction

Numéro 329, hiver 2021

Qui a peur des algorithmes ? Regards (acérés) sur l'intelligence artificielle

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/94658ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

La rédaction (2021). Qui a peur des algorithmes ? *Liberté*, (329), 42–42.

Il serait légitime de poser la question d'emblée : pourquoi une revue comme *Liberté* se pencherait-elle sur les algorithmes, un sujet qui a priori semble loin de nos préoccupations habituelles ? Après tout, nous nous occupons d'art et de politique, nous ne sommes pas des observateurs experts du développement des nouvelles technologies. Nous avons, au mieux, des connaissances techniques moyennes. Or, et vous le remarquerez vous-mêmes en lisant ce dossier, les algorithmes façonnent notre vie quotidienne et nos rapports sociaux. Ils influencent les informations auxquelles nous sommes exposés, ils balisent nos choix culturels aussi bien que nos choix de consommation et même nos rapports intimes et amoureux – ils mélangent tout cela comme autant d'éléments indifférenciés, se contentant de faire le tri et d'organiser les préférences ; ils traitent les informations, « les données », sans égard à leur nature. Avant même de se pencher sur la mécanique de la bête, on sent que quelque chose nous est progressivement confisqué.

Dans tous les secteurs de production, on se tourne désormais vers les technologies algorithmiques afin de remplacer une main-d'œuvre jugée trop coûteuse ou simplement trop humaine pour faire rouler les engrenages de l'économie. C'est à croire que les principales questions que l'on se pose aujourd'hui dans les hautes sphères des entreprises visent à déterminer *quels emplois, quels salaires* pourrait-on remplacer par un algorithme. Et partout, de la médecine jusqu'au service à la clientèle en passant par le divertissement et la santé publique, on célèbre avec enthousiasme les « progrès » phénoménaux réalisés dans le domaine de l'intelligence artificielle. On y injecte une quantité apparemment infinie d'expertise et d'argent (y compris des fonds publics), parce que c'est l'avenir,

dit-on. Le Québec a d'ailleurs réussi à se positionner dans l'avant-garde de cette industrie à l'échelle globale, avec la création de l'Institut québécois d'intelligence artificielle (Mila), présenté aujourd'hui comme le fleuron des fleurons de notre économie.

Plus récemment, la pandémie a aussi mis en lumière l'empressement des États à déléguer la gestion des risques sociaux et sanitaires à des algorithmes, avec le déploiement d'applications de traçage de contact pour la covid-19. On est cependant passé bien vite sur l'efficacité réelle de ces technologies, ainsi que sur le précédent – le danger – qu'elles créent en matière de surveillance généralisée. On nous répond que, si les gens partout à travers le monde acceptent que les géants du numérique récoltent, partagent et vendent leurs données personnelles tous les jours, de quel droit s'opposeraient-ils à ce qu'on les surveille pour des raisons de santé publique ? En somme, puisque le ver est déjà dans la pomme, pourquoi faire des caprices ?

Renversons la question. Pourquoi les gouvernements, au lieu de sauter dans le train du capitalisme de surveillance en laissant les grandes entreprises piller les données de leurs citoyens pour en faire le commerce, n'interviennent-ils pas de façon plus musclée pour protéger le droit à la vie privée ? Comment se fait-il qu'en 2020, les lois et les politiques publiques soient aussi complaisantes à l'égard des GAFAM, tant sur le plan de la protection citoyenne que sur le plan fiscal ?

Il est de plus en plus clair, à mesure que se généralise la prise en charge par les algorithmes de nos rapports sociaux, que ces technologies – du moins, dans le cadre qui prévaut aujourd'hui – contournent l'exercice démocratique. On pose parfois sur elles un regard apolitique, puisqu'on ne comprend pas bien leurs rouages. Mais les algorithmes font des choix

pour nous, ils trient l'information, formulent des prédictions de façon si opaque et mystérieuse aux yeux de la majorité que le processus s'en trouve naturalisé. « Si la machine le dit... » Ainsi, nous apprenons à conjuguer avec les résultats des calculs algorithmiques sans trop nous demander ce qui se passe derrière le rideau, ou plutôt derrière l'écran. À qui appartiennent-ils, à qui profitent-ils, comment sont-ils programmés, par qui, avec quels objectifs ? Nous n'avons pas eu le temps de réfléchir aux implications sociales de la délégation aux algorithmes d'un nombre croissant de tâches et de responsabilités humaines. La technologie nous a dépassés en un claquement de doigts. Mais ce faisant, nous apprêtons-nous à renoncer à la dimension politique elle-même, en succombant aux chimères de la rationalité techno-scientifique, qui prétend pouvoir résoudre toutes les tensions, tous les conflits ? 

— Le comité de rédaction